

APPEL D'OFFRES - Procédure ouverte

341.02-01 Centre de vie enfantine de Valency

Assainissement de l'enveloppe et des installations techniques,
Aménagements intérieurs

ENVELOPPE 1 - Offre qualitative

N° d'affaire : 341.02-01

CFC : 291

Marché : Architecte

Entreprise soumissionnaire (raison sociale et adresse complète) :

.....
.....

Prénom et nom de la personne responsable de l'offre :

Téléphone :

Téléfax :

E-mail :

TVA n° :

Organisateur de la procédure :

Ville de Lausanne
Direction du logement, de l'environnement
et de l'architecture
Service d'architecture
Rue du Port-Franc 18
CH-1003 Lausanne

Maître de l'ouvrage :

Ville de Lausanne
Direction du logement, de l'environnement
et de l'architecture
Service du logement et des gérances
Place Chauderon, 9
CH-1002 Lausanne

Service d'architecture

TABLE DES MATIERES	Pages
Récapitulatif des documents à remplir et/ou à signer par le soumissionnaire	1
1. Informations générales	2
1.1 Pouvoir adjudicateur, maître de l'ouvrage et organisateur de la procédure	2
1.2 Présentation de l'affaire	2
1.3 Type de procédure	3
1.4 Objet du marché	3
1.5 Méthode d'évaluation des offres	4
1.6 Contrat	4
1.7 Calendrier	4
1.8 Visite des lieux	4
1.9 Bases légales	5
1.10 Questions / réponses	5
1.11 Pré-implication	5
1.12 Documents remis en annexe	5
2. Conditions de participation	6
2.1 Ouverture du marché	6
2.2 Délai et adresse pour la remise des offres	6
2.3 Présentation de l'offre	7
2.4 Langue officielle	7
2.5 Devise monétaire et taxes	7
2.6 Attestations	7
2.7 Consortium	8
2.8 Sous-traitance	8
2.9 Propriété et confidentialité	8
2.10 Litiges et recours	8
3. Renseignements fournis par l'entreprise, annexes à compléter	8
3.1 Renseignements sur le soumissionnaire	8
3.2 Organisation pour l'exécution du marché	9
3.3 Offre d'honoraires	9
3.4 Clarification des offres	9
4. Durée de validité de l'offre	10
5. Prolongation de la validité de l'offre	10
6. Critères d'adjudication et leur pondération	11
6.1 Présentation	11

6.2	Méthode de notation du prix	12
6.3	Notation du temps consacré	12
6.4	Barème des notes	13
6.5	Comité d'évaluation	13
7.	Dispositions particulières de la Ville de Lausanne concernant les mandats	14
8.	Conditions particulières	17
8.1	Assurance en responsabilité civile	17
8.2	Port de la carte professionnelle	17
9.	Mandat et prestations demandées	18
9.1	Coût cible du projet	18
9.2	Honoraires	18
9.3	Variantes	22
9.4	Organigramme du projet	23
9.5	Planning intentionnel	24
10.	Engagement du soumissionnaire	25

Récapitulatif des documents à remplir et/ou à signer par le soumissionnaire

- ☒ Page de garde
- ☒ Engagement du soumissionnaire (chapitre 10)
- ☒ Renseignements sur le soumissionnaire – Annexe
- ☒ Offre d'honoraires – Enveloppe 2
- ☒ Annexe R5
- ☒ Annexe R7
- ☒ Annexe R9
- ☒ Annexe Q2
- ☒ Annexe Q6

1. Informations générales

1.1 Pouvoir adjudicateur, maître de l'ouvrage et organisateur de la procédure

COMMUNE DE LAUSANNE

- Représentée en tant que pouvoir adjudicateur par :
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
Service d'architecture
Rue du Port-Franc 18
CH-1003 Lausanne
- Représentée en tant que maître de l'ouvrage par :
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
Service du logement et des Gérances
Place Chauderon, 9
CH-1002 Lausanne

1.2 Présentation de l'affaire

Préambule et historique

Le centre de vie enfantine (CVE) de Valency conçu par l'architecte Rodolphe Luscher a été inauguré en 1989. Il se compose de trois pavillons accolés, revêtus de métal et posés sur un socle de béton.

*« Une garderie sans portes, ni barrières.
L'équipe éducative y a inventé une pédagogie remuante, tissant un lien serré avec
l'architecture, ainsi qu'avec le parc et le quartier. »*

Initialement pensé pour recevoir des enfants de 4 tranches d'âge différentes, une pédagogie innovante a pu y être mise en place grâce à ces espaces ouverts autour de ces notamment de la thématique des limites (ici plus symboliques que physiques).

Une des idées fondatrices du projet était de créer un « morceau de ville », composé de plusieurs villas, avec une place intérieure, des terrasses, des abords.

Etat du bâtiment

L'isolation thermique du bâtiment est insuffisante, le confort des usagers n'est pas assuré, notamment lors de fortes chaleurs. La toiture présente des défauts d'étanchéité causant des infiltrations parfois importantes dans les locaux. Les cadres des portes et des fenêtres métalliques sont en partie dégradés et ne sont plus étanches.

Lors de la réfection de la toiture et des façades, le plaquage métallique devra être déposé, l'étanchéité refaite et complétée par une nouvelle isolation thermique. Il est également prévu de remplacer l'ensemble des vitrages et des stores extérieurs en toile. Des protections solaires supplémentaires, notamment au niveau de la nurserie, seront mises en place.

Des remontées d'eau par la dalle du rez-de-chaussée sont à déplorer, des investigations poussées seront menées afin de trouver une solution au problème d'étanchéité.

Les installations de chauffage et de ventilation du bâtiment sont d'origine, en fin de vie et obsolètes. Elles seront remplacées par de nouveaux équipements performants et dimensionnés en fonction de l'assainissement énergétique réalisé sur l'enveloppe,

Outre l'assainissement du bâtiment, une série d'améliorations et de mises aux normes ont été demandées par l'office de l'accueil de jour de la petite enfance (OAJE) pour que le centre de vie infantine de Valency puisse poursuivre son activité.

Réaménagement intérieur

Ces travaux d'assainissement de l'enveloppe, des installations techniques et d'aménagements intérieurs nécessitent de vider le bâtiment de ses occupants pendant la période des travaux.

A cette occasion, et comme les besoins ont évolué, la délocalisation de l'accueil des enfants en âge périscolaire, initialement prévue temporaire deviendra pérenne.

A la fin de l'opération, ne resteront au CVE de Valency que les enfants des tranches d'âges suivantes :

- La nursery (de la naissance jusqu'à 18/24 mois)
- Les trotteurs (enfants âgés de 18/24 mois jusqu'à 30/36 mois)
- Les moyens (enfants âgés de 30/36 mois jusqu'à l'âge d'entrée à l'école obligatoire)

Une des nouvelles nécessités est de rendre ce lieu de plus en plus flexible quant aux tranches d'âges.

Un autre souhait des utilisateurs est d'offrir un espace parents/enfants afin de donner la possibilité de créer un programme d'intégration des enfants allophones.

Le projet de modifications intérieures a fait l'objet d'une étude de faisabilité menée par l'auteur du projet initial, afin de garantir la continuité conceptuelle ; les usagers étant très satisfaits des possibilités qu'offre le bâtiment en termes de pédagogies novatrices.

1.3 Type de procédure

Cet appel d'offres en procédure ouverte vise à mettre en concurrence des architectes.

Le lauréat de cette procédure s'adjoindra dès le début de l'opération et en accord avec le maître d'ouvrage, les compétences qu'ils jugent nécessaires (mais notamment celles d'un ingénieur civil, d'un ingénieur Chauffage-Ventilation-Conditionnement d'air-Refrédissement-Sanitaire (CVCRS), d'un ingénieur en électricité, d'un acousticien, d'un expert en physique du bâtiment, et d'un spécialiste feu).

L'adjudication des prestations d'étude de projet et de réalisation concernant l'assainissement technique du bâtiment et les aménagements intérieurs décrites ci-après se fera dans la limite du montant estimé (CHF 2'500'000.-TTC) part du crédit cadre accordé par le Conseil communal (préavis n° 2018/29 du 5 juillet 2018).

1.4 Objet du marché

Le présent appel d'offres a pour but de désigner un architecte. Il est demandé aux soumissionnaires de :

- conduire les études et la réalisation d'assainissement du bâtiment existant et

- conduire la réalisation des transformations intérieures en étroite collaboration avec Rodolphe Luscher

L'approche technique du projet se fera dans le respect de la valeur patrimoniale de l'objet (de l'esprit des lieux). Le concepteur initial, Rodolphe Luscher appuiera le mandataire pour assurer cette continuité. Il est attendu de l'architecte une sensibilité forte dans la rénovation et la transformation d'un objet de ce type.

Devant assumer la direction générale du projet, telle que définie dans le modèle de prestations SIA 112, édition 2001, l'architecte aura la vision d'ensemble de celui-ci et la responsabilité de soumettre au Maître de l'ouvrage tous les documents nécessaires aux prises de décisions. Les prestations à exécuter se réfèrent au modèle de prestations SIA 112 (édition 2001) qui permet de répondre aux besoins des utilisateurs et aux normes en vigueur. Le détail des prestations fait l'objet d'un descriptif à remplir pour l'appel d'offre.

1.5 Méthode d'évaluation des offres

Les offres seront évaluées selon la méthode à deux enveloppes préconisée par le règlement SIA 144 (*voir chapitre 2.3*). Dans un premier temps, l'offre qualitative (enveloppe 1) de chaque soumissionnaire sera évaluée sur la base des critères présentés au chapitre 6 (organisation, qualité d'intervention, références). L'offre d'honoraires (enveloppe 2) sera ouverte dans un deuxième temps.

1.6 Contrat

Suite à l'adjudication, un contrat distinct liera le mandataire et la commune de Lausanne pour la phase étude et pour la phase réalisation. Le contrat pour la phase étude sera conclu sur la base du présent document.

1.7 Calendrier

- | | |
|-----------------------------------|------------------|
| - Lancement de l'appel d'offres : | 20 novembre 2020 |
| - Visite des lieux : | 2 décembre 2020 |
| - Questions : | 9 décembre 2020 |
| - Retour des offres : | 21 janvier 2021 |
| - Adjudication : | Fin février 2021 |
| - Phase étude : | Dès mars 2021 |
| - Phase réalisation : | Dès mars 2022 |

1.8 Visite des lieux

Une visite du Centre de Valency aura lieu le **mercredi 2 décembre 2020 à 14h00** uniquement pour permettre aux soumissionnaires de mieux comprendre les missions à réaliser décrites ci-après. Il ne sera répondu à aucune question sur place.

IMPORTANT: Le port du masque est obligatoire dès l'entrée dans le bâtiment (Covid).

1.9 Bases légales

La présente procédure est soumise à :

- L'accord GATT/OMC du 15.04.1994 sur les marchés publics ;
- L'accord intercantonal sur les marchés publics du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001 ;
- La loi cantonale vaudoise du 24.06.1996 sur les marchés publics ;
- Le règlement cantonal vaudois du 07.07.2004 sur les marchés publics.

1.10 Questions / réponses

Les questions éventuelles pourront être formulées jusqu'au **9 décembre 2020 à 17h00** au plus tard.

Dans toute la mesure du possible, il y sera répondu dans les 10 jours.

Les questions et les réponses seront listées et publiées sur la plateforme www.simap.ch.

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions posées directement sur la plateforme www.simap.ch.

Aucune question ne sera traitée par téléphone.

1.11 Pré-implication

Les auteurs des études préliminaires et les spécialistes qui ont contribué ou produit les analyses préalables sont autorisés à participer au présent appel d'offres. Il s'agit notamment des mandataires suivants :

- Luscher architectes
- EPIQR Renovations Sàrl
- Estia SA

Par souci d'équité et afin d'offrir le même niveau d'information entre les candidats, l'ensemble des documents produits lors des études préalables sont remis en annexe au présent dossier d'appel d'offres.

1.12 Documents remis en annexe

Le présent dossier d'appel d'offres est accompagné des annexes suivantes :

- Plans, coupes et façades d'origine;
- Plans étude de faisabilité
- Rapport d'analyse EPIQR+, établi par EPIQR Renovation Sàrl, Cugy et Estia SA Ecublens, document daté de décembre 2015

2. Conditions de participation

2.1 Ouverture du marché

Cette mise en concurrence est ouverte aux architectes établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'Accord GATT/OMC sur les marchés publics du 15 avril 1994, pour autant qu'ils répondent à l'une des conditions suivantes :

- être titulaire d'un diplôme d'architecte délivré soit par l'une des Ecoles Polytechniques Fédérales suisses (EPF), soit par l'Institut d'Architecture de l'Université de Genève (EAUG ou IAUG) ou par l'Accademia di Architettura di Mendrisio, soit par l'une des Hautes Ecoles Spécialisées suisses (HES ou ETS) ou d'un diplôme jugé équivalent* ;
- être inscrit au Registre suisse des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement (REG), au niveau A ou B (le niveau C étant exclu).

* Lors de l'inscription, les concurrents en possession d'un diplôme étranger doivent fournir la preuve de son équivalence. Cette dernière peut être demandée à la Fondation des Registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement - REG, Hirschengraben 10, 3011 Berne, tél. +41 31 382 00 32, www.reg.ch.

Les bureaux portant la même raison sociale, même issus de cantons, régions ou pays différents, ne peuvent déposer qu'une seule offre. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale mais faisant partie d'une même holding peuvent déposer chacun une offre sous réserve que ces bureaux soient inscrits distinctivement au registre du commerce et que la participation de la maison-mère dans ces bureaux ne dépasse pas 20 %.

Ces conditions de participation doivent être remplies au moment du dépôt de l'offre et jusqu'à la fin de la procédure. Une copie du diplôme ou d'un justificatif témoignant de l'inscription au REG est à joindre avec l'offre. Dans le cas d'association de bureaux d'architectes, tous les membres du groupe doivent remplir les conditions de participation.

2.2 Délai et adresse pour la remise des offres

Le présent dossier d'appel d'offres dûment rempli doit parvenir au plus tard le :

21 janvier 2021 à 16h30

à l'adresse suivante :

Pour l'enveloppe 1

- Commune de Lausanne
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
Service d'architecture
Rue du Port-Franc 18, 2^{ème} étage
Centre de vie enfantine de Valency - CFC 291 – Offre qualitative et technique - ne pas ouvrir
CH-1003 Lausanne

Pour l'enveloppe 2

- Commune de Lausanne
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
Service d'architecture

Rue du Port-Franc 18, 2^{ème} étage

Centre de vie enfantine de Valency - CFC 291 – Offre d'honoraires - ne pas ouvrir
CH-1003 Lausanne

Le soumissionnaire est seul responsable de l'acheminement et du dépôt de son offre dans le délai et à l'endroit indiqués.

Toute offre parvenant après ce délai est exclue.

2.3 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre, c'est-à-dire l'intégralité du document original de soumission et les annexes dûment remplis, sous forme papier en un exemplaire.

Pour l'offre qualitative (enveloppe 1), un exemplaire en format PDF sur Clé USB est également demandé. L'offre doit être déposée de la manière suivante :

- **Une enveloppe (1) séparée contenant l'offre qualitative avec la mention «Centre de vie enfantine de Valency - CFC 291 – Mandat d'architecte pour l'assainissement de l'enveloppe et des installations techniques et les transformations intérieures. Offre qualitative – ne pas ouvrir ».**
- **Une enveloppe (2) séparée contenant l'offre d'honoraires avec la mention « Centre de vie enfantine de Valency - CFC 291 – Mandat d'architecte pour l'assainissement de l'enveloppe et des installations techniques et les transformations intérieures. Offre d'honoraires – ne pas ouvrir ».**

Les offres doivent être rendues dûment signées sous pli fermé.

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de remise fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmises à l'adjudicateur.

2.4 Langue officielle

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure et lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation, échange de courrier est le français.

2.5 Devise monétaire et taxes

La devise officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le franc suisse (CHF).

Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le montant hors taxes, le taux de TVA qu'il applique pour le marché et le montant TTC.

2.6 Attestations

Le présent dossier d'appel d'offres doit être accompagné des attestations de paiement du soumissionnaire :

- impôts à la source ;
- assurances sociales (1^{er} et 2^{ème} piliers).

Ces attestations doivent être des originaux et avoir une validité de 30 jours au maximum.

2.7 Consortium

Pour ce marché, l'association de bureaux n'est pas admise.

2.8 Sous-traitance

La sous-traitance est interdite. Toute violation de cette disposition constituera une violation contractuelle.

2.9 Propriété et confidentialité

Les participants conservent les droits d'auteur sur leurs offres.

Les informations échangées entre la Commune de Lausanne et les participants, dans le cadre de la présente procédure, sont strictement confidentielles.

2.10 Litiges et recours

Les litiges résultant de la présente procédure sont de la compétence des tribunaux ordinaires. Le droit applicable est le droit suisse et le for est Lausanne.

3. Renseignements fournis par l'entreprise, annexes à compléter

3.1 Renseignements sur le soumissionnaire

Remplir annexe jointe au présent document :

- Annexe « Renseignements sur le soumissionnaire »

3.2 Organisation pour l'exécution du marché

3.2.1 Critères de qualification

Joindre :

- Annexe Q2¹ : Organisation interne du soumissionnaire, maximum 1 page A3 recto ;
- Annexe Q6¹ : Références de services liés à la construction. Il est demandé au mandataire, trois références permettant d'apprécier le critère 6.112 lettres a, b et c. Au moins une d'entre elles doit dater de moins de 10 ans. 1 page format A3 recto horizontale par référence, libre.

3.2.2 Critères d'adjudications

Joindre :

- Annexe R5¹ : Temps consacré pour l'exécution du marché ;
- Annexe R7¹ : Méthodes de travail pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché, maximum 1 page A4 recto par réponse/objectif ;
- Annexe R9¹ : Qualifications des personnes-clés (chef de projet et responsable des travaux), 2 références par personne-clé dont une datant de moins de 5 ans.

3.3 Offre d'honoraires

Joindre (dans enveloppe 2) :

- Annexe « Offre d'honoraires »

3.4 Clarification des offres

Le comité d'évaluation se réserve le droit de réaliser les séances de clarification qu'il juge nécessaire.

Avant, pendant et après la séance de clarification, le soumissionnaire ne pourra pas modifier son offre, au risque de se voir exclure de la procédure.

La séance de clarification fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires et fera partie intégrante du contrat conclu avec l'adjudicataire.

Les renseignements fournis par les candidats lors de ces séances seront pris en compte pour la notation définitive du critère de la qualité technique de l'offre.

¹ Annexes du Guide romand pour les marchés publics disponibles sur le site Internet officiel de l'État de Vaud.

4. Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.

5. Prolongation de la validité de l'offre

Lorsque la validité de l'offre n'a plus cours, l'adjudicateur demande aux bureaux en lice une prolongation de la validité de leur offre.

Les rabais spontanés sont interdits. En cas de forte diminution des prix, l'adjudicateur se réserve le droit d'interrompre la procédure et de procéder à une nouvelle mise en soumission.

6. Critères d'adjudication et leur pondération

6.1 Présentation

Critères

Pondérations

Offre qualitative (enveloppe 1)

6.1.1 Critères de qualification et d'adjudication 80 %

Critères de qualification :

6.111 Organisation interne du soumissionnaire (annexe Q2²) 5 %

6.112 Références (annexe Q6²)

- a. Expérience et compétence dans la transformation et rénovation de bâtiments patrimoniaux d'architecture (du XXème siècle) 10 %
- b. Expérience et compétence dans la conduite de mandats émanant de collectivités publiques 10 %
- c. Compétences appliquées en matière d'écologie et de développement durable 5 %

Critères d'adjudication :

6.113 Temps consacré pour l'exécution du marché (annexe R5², cf. § 6.3) 10 %

6.114 Méthodes de travail pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution (annexe R7²)

- a. Qualité d'intervention architecturale / collaboration avec R. Luscher 10 %
- b. Stratégie d'intervention / respect des délais 10 %
- c. Respect des coûts 10 %

6.115 Qualifications des personnes-clés (annexe R9²) 10 %

Offre d'honoraires (enveloppe 2)

6.1.2 Prix 20 %

Montant de l'offre d'honoraires

Total 100%

² Annexes du Guide romand pour les marchés publics disponibles sur le site Internet officiel de l'État de Vaud.

6.2 Méthode de notation du prix

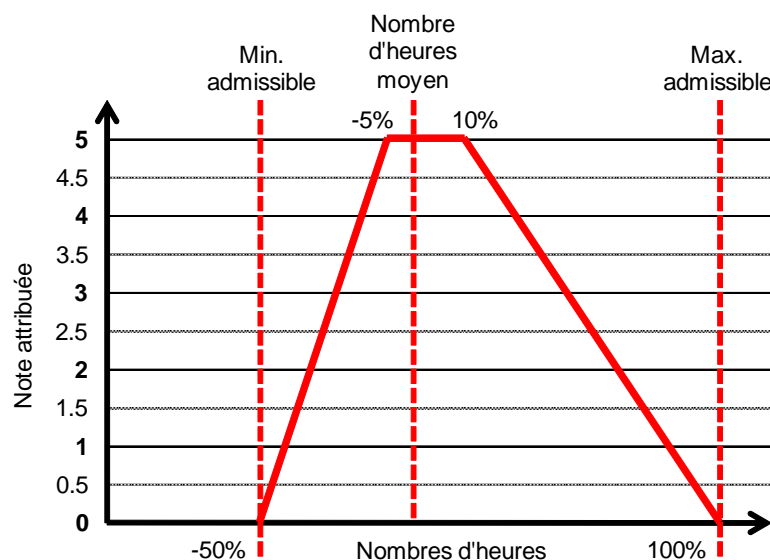
$$Note_Offre = \frac{P_{Max} - P_{Offre}}{P_{Min}} \times 5$$

- PMin = offre la moins chère = note 5
 PMax = prix maximum (2 x Pmin) = note 0
 POffre = prix de l'offre à noter

6.3 Notation du temps consacré

La notation du temps consacré au mandat se fera selon la méthode pyramidale. Le nombre d'heures moyen sera tiré de la moyenne des heures offertes par les candidats pour autant que ceux-ci soient au minimum 5. S'il y a moins de 5 candidats, c'est le temps moyen estimé par l'adjudicateur et admis par le comité d'évaluation qui sera pris en compte. Les bornes de la pyramide tronquée sont les suivantes :

- nombre d'heures moyen ;
- variation par rapport au nombre d'heures moyen pour obtenir la note 5 : +10%, -5% ;
- variation maximale admissible, obtenant la note 0 : +100%, -50% ;
- le temps consacré le plus court et le plus long ne seront pas pris en considération dans le calcul du nombre d'heures moyen.



Notation du temps consacré sur une échelle de 0 à 5

6.4 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Note	Notation	Description
0		Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé.
1	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.
2	Partiellement insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats.
4	Bon et avantageux	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente quelques avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.
5	Très intéressant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère.

6.5 Comité d'évaluation

La procédure sera conduite par un comité d'évaluation des dossiers de façon à garantir, à tous les participants, un traitement équitable. Le comité est composé de :

Comité d'évaluation

- M. Harold Wagner Architecte EPFZ, Adjoint de la cheffe de service, Service d'architecture, Ville de Lausanne
- M. Ahmet Salyador Responsable domaine des patrimoines immobiliers, Adjoint chef de service, Service du logement et des gérances, Ville de Lausanne
- Mme Isabelle Sanou Educatrice de l'Enfance ES, co-directrice du CVE de Valency, Ville de Lausanne
- M. Cédric Bonvin Architecte EAAL, associé, Actescollectifs Architectes SA, Vevey
- Mme Edith Dehant Architecte ETS-IAUG, cheffe de projet, Service d'architecture, Ville de Lausanne

7. Dispositions particulières de la Ville de Lausanne concernant les mandats

(Edition 2006)

Complément aux règlements SIA 102, 103, 108 (2003)

Les présentes dispositions particulières concernant les mandats contiennent des compléments et des modifications dérogeant aux règlements SIA 102, 103 et 108.

Elles priment sur ces derniers dont elles suivent la systématique et la numérotation.

Les textes précédés d'un "R" remplacent ceux des règlements.

Les textes précédés d'un "C" complètent ceux des règlements.

La numérotation suivant le "R" ou le "C" indique à quel(s) règlement(s) se rapporte la modification.

R - SIA 102/103/108

- 1.2 La conclusion du contrat de mandat et ses compléments nécessitent la forme écrite.

C - SIA 102/103/108

- 1.3 Le mandataire est tenu de se conformer aux directives du mandant, notamment en ce qui concerne le planning de l'opération, sa méthode de présentation, la codification CRB, les contrôles financiers et budgétaires, ainsi que leur mise en place sur documents adéquats.

La responsabilité du mandataire demeure totale dans le cadre de son mandat, malgré l'apport d'indications ou de directives éventuelles de la part du représentant du mandant.

C - SIA 102/103/108

- 1.3.3 Le mandataire est autorisé exceptionnellement à passer lui-même commande de travaux et fournitures jusqu'à Fr. 5'000.-- par commande, moyennant communication immédiate au mandant de la décision prise, de la nature de la commande et du montant engagé.

R - SIA 102/103/108

- 1.4.2 La publication de plans, de descriptions ainsi que de photographies de projets et d'ouvrages n'est autorisée qu'avec l'accord écrit du mandant.

R - SIA 102/103/108

- 1.4.4 Une facturation distincte sera établie :

a) pour les situations d'honoraires calculées d'après le coût de l'ouvrage payables à 90% des prestations accomplies ;

b) pour les factures d'honoraires calculées d'après le temps employé, payables à 100 %, accompagnées des justificatifs nécessaires, ceci dans les deux mois après l'accomplissement de la prestation, selon le tarif valable au moment de l'accomplissement de la tâche ;

c) pour les factures des hausses d'honoraires calculées d'après le temps employé, payables à 100%, à présenter simultanément à celles du point b). Le renchérissement se calcule d'après les recommandations de la Coordination des services fédéraux de la construction et des immeubles (KBOB).

Les honoraires sont payés en deux temps, au terme de chaque partie du mandat, à savoir :

- à l'issue de la phase "étude", bouclage intermédiaire après acceptation des prestations par le mandant ;
- à l'issue de la phase "réalisation", bouclage final à 100 % après acceptation des prestations par le mandant dont, en particulier, la constitution des fichiers informatiques des plans révisés et les dossiers techniques spécifiques conformes à l'exécution, l'élimination des défauts, l'établissement des procès-verbaux de vérification finale, le recours aux garanties ou la libération de celles-ci.

R - SIA 102/103/108

1.5.1 Les factures et les situations sont payables dans un délai de 60 jours après leur présentation.

R - SIA 102/103/108

1.11.21 Les prétentions fondées sur des défauts de l'ouvrage se prescrivent par 5 ans à compter de l'acceptation par le mandant de l'élimination des défauts constatés lors de la remise de l'ouvrage ou de la partie de l'ouvrage.

R - SIA 102/103/108

1.12 Le mandat peut être révoqué ou répudié en tout temps.

En cas de révocation ou de répudiation du mandat, le mandataire a droit aux honoraires correspondant aux prestations qu'il a accomplies selon le contrat jusqu'à la date de la révocation ou de la répudiation.

Celle des parties qui révoque ou répudie le mandat en temps inopportun doit cependant indemniser l'autre du dommage qu'elle subit, pour autant que cette autre partie n'ait pas commis de faute.

C - SIA 102

2.3.3 Les aménagements extérieurs, le mobilier et les œuvres d'art font l'objet d'accords spéciaux.

C - SIA 102/108

4.53 Le dossier de l'ouvrage terminé sera remis au mandant en version papier accompagné d'un fichier informatique respectant les directives de la Ville de Lausanne en matière d'échange de données DAO.

Toutes les canalisations d'alimentation (électricité, téléphone, eau, gaz, chauffage urbain, télé-réseau) et d'évacuation (égouts) doivent y figurer, depuis et respectivement jusqu'au réseau public.

R – SIA 102/103/108

- 5.3 En règle générale, les frais accessoires et les prestations de tiers sont remboursés forfaitairement selon le pourcentage global indiqué dans le contrat.

Si le contrat prévoit une autre manière de remboursement de ces frais, l'indemnisation se fait selon les principes suivants :

- a) les frais de déplacement au-delà de 10 km de trajet simple :
 - prix du billet CFF, 2^{ème} classe, demi-tarif, pour les voyages en train ;
 - selon le tarif kilométrique de la Ville de Lausanne pour les voyages en voiture.
- b) nuitée (avec petit-déjeuner) : selon tarif recommandé par la KBOB.
- c) frais de photocopies, de tirages, etc. exécutés par les moyens du bureau conformément aux tarifs fixés par la Ville de Lausanne et, à défaut, aux prix des commerces spécialisés.
- d) les frais postaux et de télécommunications ne sont pas remboursables.

R - SIA 102/103/108

- 5.4 Dans l'application du tarif coût, le temps de déplacement n'est pas indemnisé. Demeurent réservés les cas où les honoraires sont calculés d'après le temps employé.

R - SIA 102/103/108

* * *

Les présentes dispositions abrogent les "Dispositions particulières concernant les mandats", édition 1990. Elles entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2006.

Adopté par la Municipalité le 2 novembre 2006

Le syndic
D. Brélaz

Le secrétaire
F. Pasche

8. Conditions particulières

8.1 Assurance en responsabilité civile

Pour les chantiers supérieurs à CHF 5 mio, conformément à l'article 26 al. 1 des Conditions générales de la Ville de Lausanne, les travaux objets du contrat sont couverts par une assurance globale conclue directement par le maître de l'ouvrage, tant pour les risques responsabilités civile que pour les prestations en matière de construction (travaux de construction).

La garantie de cette dernière n'étant prise en considération qu'en cas d'événement accidentel, elle peut être complétée, le cas échéant et sur demande, par une assurance montage auprès de cette même compagnie.

L'adjudicataire est tenu de participer aux primes pour la part « mandataire » exprimée en pour-mille du montant de ses travaux. La retenue opérée peut être défalquée des propres assurances de l'adjudicataire. Cette obligation de participer à l'assurance globale chantier ne décharge en rien l'adjudicataire de sa responsabilité légale, contractuelle ou issue de normes diverses, envers le maître de l'ouvrage ou tout autre tiers.

8.2 Port de la carte professionnelle

La Municipalité de la Ville de Lausanne a décidé d'imposer le port de la carte professionnelle sur l'ensemble de ses chantiers, dans le but de renforcer sa lutte contre le travail au noir.

Par conséquent, l'ensemble du personnel d'exploitation des entreprises, et de ses sous-traitants, travaillant sur le chantier (y compris les apprentis), devra être équipé d'une carte professionnelle (ou système équivalent) permettant au moins de s'assurer :

- qu'ils sont bien inscrits auprès d'une caisse de compensation AVS ;
- qu'ils sont déclarés auprès des assurances sociales pour le compte de l'entreprise qui les emploie ;
- que les charges sociales sont payées ;
- que les permis de travail sont valables ;
- que l'entreprise respecte les conditions de travail applicable fixées par les conventions collectives de travail.

9. Mandat et prestations demandées

9.1 Coût cible du projet

L'enveloppe budgétaire globale pour le projet est la suivante :

	Assainissement	Aménagements intérieurs
CFC 1 Travaux préparatoires	CHF 0.- HT	CHF 0.- HT
CFC 2 Bâtiment	CHF 1'609'000.- HT	CHF 424'000.- HT
CFC 3 Equip. d'exploitation	CHF 0.- HT	CHF 0.- HT
CFC 4 Am. extérieurs	CHF 30'000.- HT	CHF 0.- HT
CFC 5 Frais secondaires	CHF 58'000.- HT	CHF 0.- HT
CFC 6 Réserves	CHF 160'000.- HT	CHF 40'000.- HT
CFC 9 Ameublement	CHF 0.- HT	CHF 0.- HT
Sous-total	CHF 1'857'000.- HT	CHF 464'000.- HT
TOTAL	CHF 2'321'000.- HT	

Ces chiffres sont donnés à titre indicatif pour les coûts déterminants.

Le coût cible total est de CHF 2'321'000.- HT soit **CHF 2'500'000.- TTC.**

9.2 Honoraires

Les annexes doivent permettre aux candidats d'avoir une vision plus précise des prestations à fournir.

9.2.1 Prestations et honoraires de l'architecte

Les tableaux ci-dessous définissent la répartition des prestations faites par le mandataire seul et celles faites en collaboration avec R. Luscher.

Missions pour assainissement enveloppe et installations techniques :

Prestations par phase			%	%	Arch. Etude	Arch. Réal.	R.L. %
3 Etude du projet	4.31	Avant-projet	9		0	0	0
		Recherche de partis et estimation sommaire des coûts de construction		3	-	-	-
		Avant-projet et estimation des coûts		6	-	-	-

Prestations par phase			%	Arch. Etude	Arch. Réal.	R.L. %
4 Appels d'offres	4.32	Projet de l'ouvrage	21	17		4
		Projet de l'ouvrage	13	10		3
		Etudes de détails	4	3		1
		Devis général	4	4		-
	4.33	Procédure de demande d'autorisation	2,5	1.5		1
		Procédure de demande d'autorisation		1.5		1
	4.41	Appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication	18		18	0
		Plans d'appel d'offres	10		10	-
		Appels d'offres et adjudication	8		8	-
5 Réalisation	4.51	Projet d'exécution	16		16	0
		Plans d'exécution	15		15	-
		Contrats d'entreprises	1		1	-
	4.52	Exécution de l'ouvrage	29		23	6
		Direction architecturale	6			6
		Direction des travaux et contrôle des coûts	23		23	
	4.53	Mise en service achèvement	4,5		4.5	0
		Mise en service, achèvement	1		1	-
		Documentation de l'ouvrage	1		1	-
		Direction des travaux de garantie	1,5		1.5	-
		Décompte final	1		1	-
		Total des prestations par mandataire		80%		11%
Total des prestations			% 100	91 %		

Missions pour aménagements intérieurs :

Prestations par phase				Arch. Etude	Arch. Réal.	R.L. %
3 Etude du projet	4.31	Avant-projet	9	0		9
		Recherche de partis et estimation sommaire des coûts de construction		-		3
		Avant-projet et estimation des coûts		-		6
	4.32	Projet de l'ouvrage	21	3		18
		Projet de l'ouvrage		-		13
		Etudes de détails		1		3
		Devis général		2		2
	4.33	Procédure de demande d'autorisation	2,5	1.5		1
		Procédure de demande d'autorisation		1.5		1
	4.41	Appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication	18		18	-
4 Appels d'offres		Plans d'appel d'offres			10	
		Appels d'offres et adjudication			8	
5 Réalisation	4.51	Projet d'exécution	16		16	0
		Plans d'exécution			15	-
		Contrats d'entreprises			1	-
	4.52	Exécution de l'ouvrage	29		23	6
		Direction architecturale			-	6
		Direction des travaux et contrôle des coûts			23	-
	4.53	Mise en service achèvement	4,5		4.5	0
		Mise en service, achèvement	1		1	-
		Documentation de l'ouvrage	1		1	-
		Direction des travaux de garantie	1,5		1.5	-
		Décompte final	1		1	-
Total des prestations par mandataire				66%		34%
Total des prestations				%		100
				100 %		

9.2.2 Sont également compris dans les prestations ordinaires

Phase Etude / Réalisation

- Direction générale du projet.

Avant-projet / Projet

- Adaptation des moyens informatiques aux spécifications du mandant (conformité à la charte graphique de la Ville de Lausanne).
- Elaboration du cahier d'avant-projet / projet comprenant une description du programme, de la matérialisation, des principes structurels et énergétiques, conformément aux indications des mandataires spécialisés, ainsi que l'estimation des coûts / devis descriptif.

Procédure

- Participation au traitement des oppositions.
- Elaboration des dossiers de demande de subventions et de certifications.
- Participation à la procédure de concours pour l'attribution du pourcent culturel.

Appel d'offres

- Etablissement d'un descriptif détaillé définitif de tous les matériaux et principes de construction (par exemple sous forme de fiche par locaux) notamment en vue d'une adjudication forfaitaire ou globale.
- Etablissement d'un devis révisé en fonction des offres reçues.

Adjudication

- Participation au traitement des procédures juridiques (recours).

Mise en service, achèvement

- Etablissement de plans de révision conformes à l'ouvrage réalisé et aux documents du dossier d'ouvrage (notamment respect de la charte graphique).
- Etablissement du dossier de planification des travaux d'entretien.
- Report d'installations techniques importantes dans les plans de l'ouvrage révisés.
- Etablissement ou contrôle d'instructions pour l'exploitation.
- Collaboration à la réalisation de la plaquette du Service d'architecture.
- Direction des travaux de garantie pour les défauts cachés et vérification finale de l'ouvrage avant échéance du délai de garantie de 5 ans.

9.2.3 Paramètres imposés par le MO

Coût de l'ouvrage déterminant le temps nécessaire, **B***
(calculé sur une base des CFC 2, 4 et 6 HT) :

CHF 1'810'400.- HT

Le montant **B*** total est composé de la manière suivante :

- Montant B1 pour l'assainissement de l'enveloppe et des installations techniques
- Montant B2 pour les aménagements intérieurs

CHF 1'439'200.- HT

CHF 371'200.- HT

Le montant B^ total a servi pour déterminer le facteur de base pour le temps moyen nécessaire p calculé selon la méthode suivante : $z_1 + (z_2/\sqrt[3]{B})$:* 0.149

Valeur Z_1 : 0.062

Valeur Z_2 : 10.58

Degré de complexité, n (catégorie ...) : 1.0 (catégorie IV)

Le facteur pour prestations spéciales s 1.0

Le facteur de groupe i 1.05

Conservation des bâtiments u 1.0

Paramètres à compléter par le candidat :

a) Le facteur d'ajustement r

b) Le taux horaire offert h

9.2.4 Frais

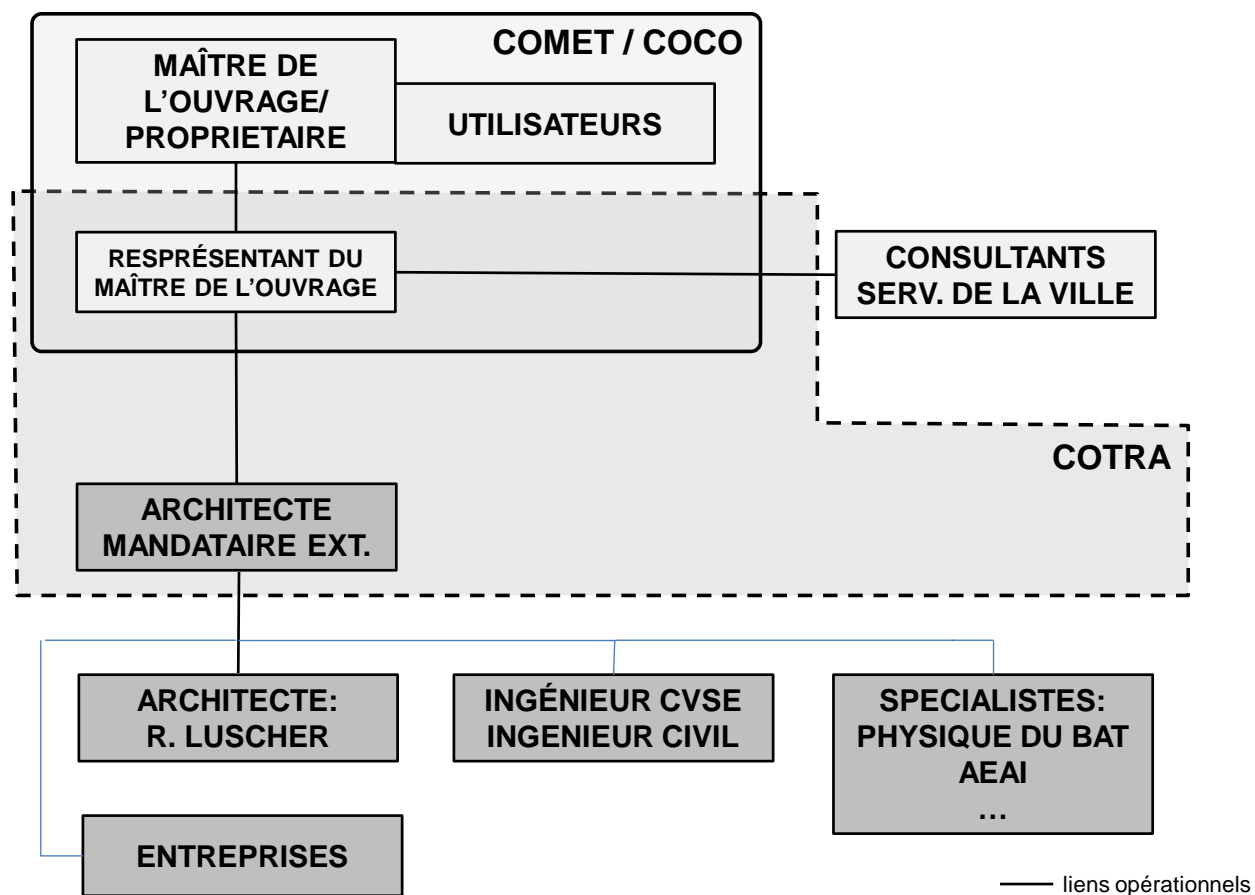
Le temps de déplacement et les déplacements seront inclus dans l'offre.

Les frais de reproduction sont remboursables conformément aux tarifs fixés par la Commune de Lausanne. Un montant de 3 % du montant brut des honoraires est appliqué.

9.3 Variantes

Les participants doivent répondre pleinement à ce cahier des charges. Les offres partielles ou développant des variantes ne sont pas admises.

9.4 Organigramme du projet



Propriétaire & Maître d'ouvrage :

Service du logement et des gérances (SLG)

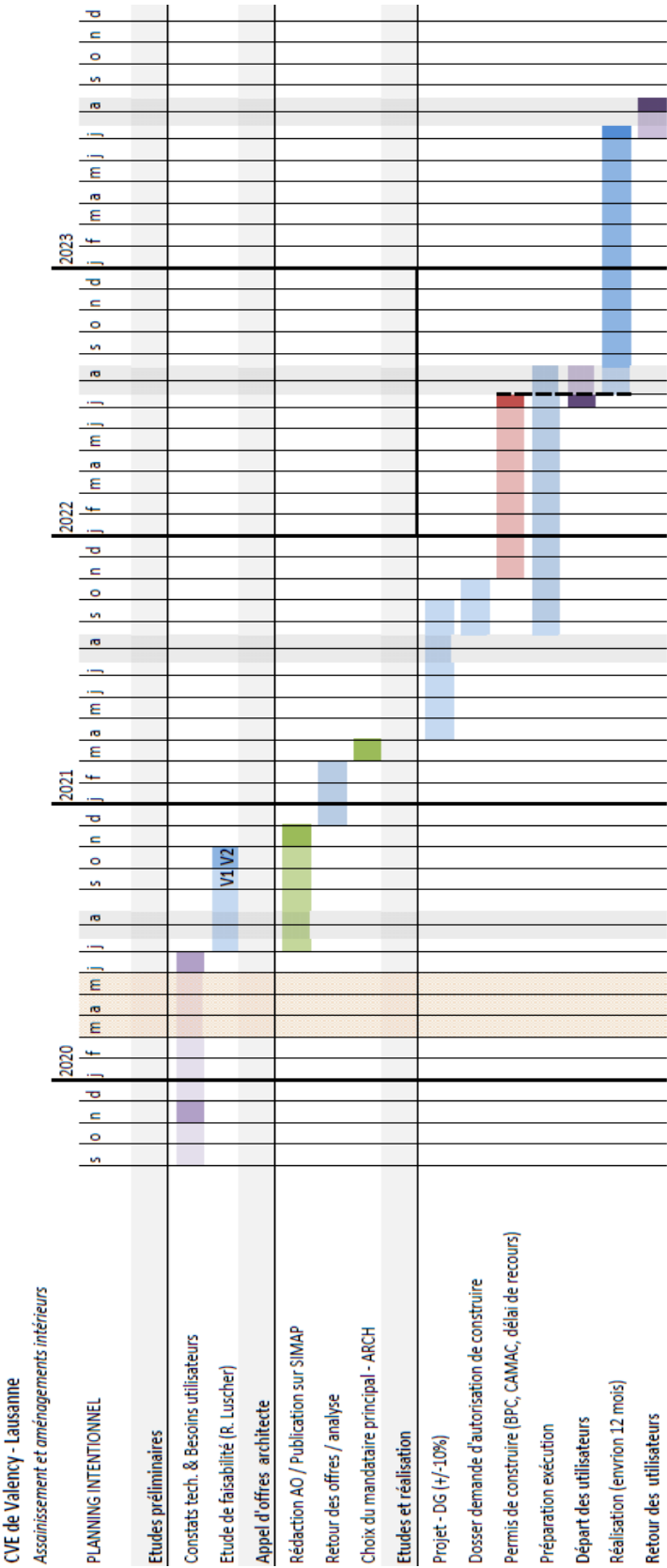
Utilisateurs :

Service de l'accueil de jour (SAJE)

Représentant du maître d'ouvrage :

Service d'architecture (ARCH)

9.5 Planning intentionnel



10. Engagement du soumissionnaire

En déposant le dossier d'appel d'offres dûment signé, le soumissionnaire certifie qu'il a pris connaissance des conditions de la procédure et qu'il en accepte le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou son représentant, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité ;
- g) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- h) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- i) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- j) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- k) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- l) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;

- m) il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le maître de l'ouvrage ;
- n) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- o) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- p) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- q) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.

Lieu et date :

Timbre et signature du soumissionnaire :

Titre de l'affaire + ouvrage

Renseignements sur le soumissionnaire **Document n°...**

Nom du mandataire architecte :

- **Personne de contact :**
- **Adresse :**
N° postal, ville :
Pays :
- **Téléphone :**
- **Fax :**
- **Mail :**
- **Raison sociale :**
- **Forme juridique :**
- **Année fondation :**
- **Effectif actuel :** **EPT :**

Annexes :

- | | |
|--|------------------|
| • Attestations des paiements des charges sociales | oui / non |
| • Attestation des impôts à la source | oui / non |

Lieu, date :

Signature :

ORGANISATION INTERNE DU SOUMISSIONNAIRE

(Attention, il convient de ne pas confondre la présentation de l'organisation interne du soumissionnaire ou candidat qui fait l'objet de la présente demande, avec la présentation de l'organisation proposée pour l'exécution du marché, spécifique à chaque cas, et qui fait l'objet, le cas échéant, de la demande de l'annexe R8)

Nous vous demandons de fournir sur un document annexé (maximum 1 page A3 recto) l'organigramme de votre organisation interne avec désignation :

- ⇒ *de vos domaines d'activités,*
- ⇒ *des différents secteurs,*
- ⇒ *des personnes responsables (direction générale et direction des différents secteurs),*
- ⇒ *des personnes qui peuvent engager la société par leur signature,*
- ⇒ *des liens hiérarchiques en vigueur entre ces personnes.*

Le document remis en annexe doit porter la mention Q2 et votre nom ou raison sociale.

RÉFERENCE de services liés à la construction

N°1 : Expérience et compétence dans la transformation et/ou rénovation de bâtiments patrimoniaux (Critère 6.112 a)

Nom du candidat ou du soumissionnaire qui cite cette référence :

Fournir 1 réf. qui permette de juger le critère 6.112.a et qui réponde aux exigences suivantes :

- être en rapport avec le marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- démontrer la capacité, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- correspondre aux prestations de la norme SIA 112 telles que demandées dans cet appel d'offres, et
- être achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution.

Le candidat ou soumissionnaire photocopiera cette page vierge afin de fournir les références

• CLIENT

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Adresse électronique du client (e-mail direct) :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique → ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Client privé (*particulier, entité de droit privé*)
☐ Autres (préciser) : _____

• OBJET DU MARCHÉ OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ

Nom de l'objet ou du projet :

Description des prestations exécutées :

Lieu d'exécution du marché:

• MARCHÉ EXÉCUTÉ

Prestations exécutées selon SIA 112 :

Phases : ☐ 31 ☐ 32 ☐ 33 ☐ 41 ☐ 51 ☐ 52 ☐ 53

Montant des prestations (montant des honoraires) exécutées : CHF TTC.

Date de début de l'exécution des prestations (jj.mm.aaaa) :

Date de fin d'exécution des prestations ou celle prévue (jj.mm.aaaa) :

Marché exécuté : ☐ A titre individuel
☐ En pool pluridisciplinaire
☐ En consortium ou association de bureaux de même compétence pour une part de...%
☐ En tant que sous-traitant de l'entreprise suivante :
☐ En tant que sous-traitant de l'entreprise générale ou totale suivante

Veuillez remettre en annexe tout document descriptif et photos qui permettent de se faire une idée plus précise de la référence (1 page A3 recto horizontale)

RÉFERENCE de services liés à la construction

N°2 : Expérience et compétence dans la conduite émanant de mandats de collectivités publiques (Critère 6.112 b)

Nom du candidat ou du soumissionnaire qui cite cette référence :

Fournir 1 réf. qui permette de juger le critère 6.112.b et qui réponde aux exigences suivantes :

- être en rapport avec le marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- démontrer la capacité, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- correspondre aux prestations de la norme SIA 112 telles que demandées dans cet appel d'offres, et
- être achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution.

Le candidat ou soumissionnaire photocopiera cette page vierge afin de fournir les références

• CLIENT

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Adresse électronique du client (e-mail direct) :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique → ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Client privé (*particulier, entité de droit privé*)
☐ Autres (préciser) : _____

• OBJET DU MARCHÉ OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ

Nom de l'objet ou du projet :

Description des prestations exécutées :

Lieu d'exécution du marché:

• MARCHÉ EXÉCUTÉ

Prestations exécutées selon SIA 112 :

Phases : ☐ 31 ☐ 32 ☐ 33 ☐ 41 ☐ 51 ☐ 52 ☐ 53

Montant des prestations (montant des honoraires) exécutées : CHF TTC.

Date de début de l'exécution des prestations (jj.mm.aaaa) :

Date de fin d'exécution des prestations ou celle prévue (jj.mm.aaaa) :

Marché exécuté : ☐ A titre individuel
☐ En pool pluridisciplinaire
☐ En consortium ou association de bureaux de même compétence pour une part de...%
☐ En tant que sous-traitant de l'entreprise suivante :
☐ En tant que sous-traitant de l'entreprise générale ou totale suivante

Veuillez remettre en annexe tout document descriptif et photos qui permettent de se faire une idée plus précise de la référence (1 page A3 recto horizontale)

RÉFERENCE de services liés à la construction

N°3 : Compétences appliquées en matière d'écologie et de développement durable (Critère 6.112 c)

Nom du candidat ou du soumissionnaire qui cite cette référence :

Fournir 1 réf. qui permette de juger le critère 6.112.cs et qui réponde aux exigences suivantes :

- être en rapport avec le marché à exécuter, en termes de complexité et d'importance ;
- démontrer la capacité, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter ;
- correspondre aux prestations de la norme SIA 112 telles que demandées dans cet appel d'offres, et
- être achevées depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution.

Le candidat ou soumissionnaire photocopiera cette page vierge afin de fournir les références

• CLIENT

Nom ou raison sociale du client :

Nom et prénom de la personne de contact :

Adresse électronique du client (e-mail direct) :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Marché exécuté pour : ☐ Administration publique → ☐ communale ☐ cantonale ☐ fédérale
☐ Client privé (*particulier, entité de droit privé*)
☐ Autres (préciser) : _____

• OBJET DU MARCHÉ OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHÉ A ÉTÉ EXÉCUTÉ

Nom de l'objet ou du projet :

Description des prestations exécutées :

Lieu d'exécution du marché:

• MARCHÉ EXÉCUTÉ

Prestations exécutées selon SIA 112 :

Phases : ☐ 31 ☐ 32 ☐ 33 ☐ 41 ☐ 51 ☐ 52 ☐ 53

Montant des prestations (montant des honoraires) exécutées : CHF TTC.

Date de début de l'exécution des prestations (jj.mm.aaaa) :

Date de fin d'exécution des prestations ou celle prévue (jj.mm.aaaa) :

Marché exécuté : ☐ A titre individuel
☐ En pool pluridisciplinaire
☐ En consortium ou association de bureaux de même compétence pour une part de...%
☐ En tant que sous-traitant de l'entreprise suivante :
☐ En tant que sous-traitant de l'entreprise générale ou totale suivante

Veuillez remettre en annexe tout document descriptif et photos qui permettent de se faire une idée plus précise de la référence (1 page A3 recto horizontale)

TEMPS CONSACRÉ POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Unité de mesure : Heures

IMPORTANT:

Le temps consacré au mandat reporté dans le tableau ci-dessous, doit être calculé par les candidats avec un coefficient $r=1,0$. Celui-ci sera utilisé pour la notation du temps consacré (chapitre 6.3).

Note: le nombre d'heures ci-dessous peut par conséquent être différent du nombre d'heures obtenu dans le calcul des honoraires (cf. Enveloppe 2 - offre d'honoraires).

[illegible]

A compléter par le soumissionnaire :

Nom ou raison sociale :

Date :

Signature(s) :

MÉTHODES DE TRAVAIL POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS EN MATIÈRE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Nom ou raison sociale :

Les différentes questions posées dans cette annexe ont pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur les mesures, les directives, les procédures et/ou les méthodes principales de travail du soumissionnaire pour atteindre les objectifs fixés et pour exécuter de manière optimale les prestations décrites dans le cahier des charges.

Les réponses données par le soumissionnaire permettront à l'adjudicateur de déterminer le degré de faisabilité, l'opportunité et la pertinence des mesures mises en place et de la ou des méthodes de travail pour atteindre les objectifs fixés. Elles sont susceptibles de faire l'objet de questions complémentaires dans le cadre d'une séance de clarification ultérieure.

Pour rappel les objectifs fixés sont :

1. Qualité d'intervention architecturale / collaboration avec R. Luscher
2. Stratégie d'intervention / respect des délais
3. Respect des coûts

Veillez répondre aux questions suivantes :

1. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour atteindre l'objectif n°1 ?
2. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour atteindre l'objectif n°2 ?
3. Mesures et/ou méthodes de travail mises en place pour atteindre l'objectif n°3 ?

Ces mesures seront-elles décrites dans un PAQ * ? ☐ OUI ☐ NON

* *Plan d'assurance qualité*

- Modalités de réponse :**
- Maximum 1 page A4 recto maximum par réponse (par objectif).
 - D'éventuelles copies d'un système de management de projet, de schémas ou d'exemples de processus de travail, ou de plans d'assurance qualité relatifs à d'autres projets, peuvent être jointes aux réponses.
 - Chaque annexe doit porter la mention R7, le nom ou la raison sociale du soumissionnaire et l'intitulé de la question.

QUALIFICATIONS DES PERSONNES-CLÉS *

(les jeunes diplômés peuvent faire valoir des expériences et aptitudes en faisant référence à des concours, à des stages effectués, à des travaux de recherche ou à des travaux de diplôme)

Nom ou raison sociale :

* *Le soumissionnaire photocopiera cette page vierge pour chaque personne clé, mais 3 au maximum*

La copie des CV, certificats et diplômes pour chaque personne clé doit être remise en annexe.

- FONCTION DE LA PERSONNE CLÉ : _____
- Nom et prénom de la personne clé : _____
- Lieu et date de naissance : _____
- Formation de base avec années d'expérience: _____ ans
- Formation(s) spécialisée(s) :
- _____
- _____
- Langue(s) parlées et écrites avec niveau :
- Français ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Faible
- Allemand ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Faible
- Expérience en management de projets : ☐ NON ☐ OUI _____ ans
- Expérience en management de la qualité : ☐ NON ☐ OUI _____ ans
- Expérience MSST et/ou PHS : ☐ NON ☐ OUI _____ ans
- Expérience d'encadrement du personnel : ☐ NON ☐ OUI _____ ans
- Référence 1 :
⇒ Nom ou raison sociale du client : _____
⇒ Nom et prénom de la personne de contact : _____
⇒ Numéro de téléphone ou mail : _____
⇒ Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : _____ du _____ au _____
⇒ Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :

- Référence 2 :
⇒ Nom ou raison sociale du client : _____
⇒ Nom et prénom de la personne de contact : _____
⇒ Numéro de téléphone ou mail : _____
⇒ Période d'exécution (jj.mm.aaaa) : _____ du _____ au _____
⇒ Description de la prestation exécutée en responsabilité entière :
